

Comité permanent des finances (FINA)

Consultations prébudgétaires 2012

BIOTECanada

Réponses

1. Reprise économique et croissance

Compte tenu du climat d'austérité budgétaire actuel au sein du gouvernement fédéral et dans le monde, quelles mesures fédérales particulières estimez-vous nécessaires pour assurer la reprise économique et une plus forte croissance économique au Canada?

BIOTECanada a décidé de répondre aux questions 3, 4 et 5.

2. Création d'emplois

Les entreprises canadiennes étant aux prises avec les pressions qu'exercent sur elles des facteurs comme l'incertitude relative à la reprise économique aux États-Unis, à la crise de la dette souveraine en Europe et à la concurrence livrée par un certain nombre de pays développés et en développement, quelles mesures particulières devraient, selon vous, être prises pour promouvoir la création d'emplois au Canada, notamment celle qui est attribuable à l'accroissement du commerce intérieur et international?

BIOTECanada a choisi de répondre aux questions 3, 4 et 5.

3. Changement démographique

Quelles mesures spécifiques le gouvernement fédéral devrait-il prendre, selon vous, pour aider le pays à faire face aux conséquences du vieillissement de la population canadienne et des pénuries de main-d'œuvre?

Il est estimé qu'au cours de la prochaine décennie, l'économie canadienne aura besoin de plus d'un million de nouveaux travailleurs pour remplacer ceux qui quittent la population active à cause de l'attrition suscitée par le vieillissement de la population. Si un certain nombre des secteurs des ressources sont frappés le plus durement par cette pénurie, le secteur de la biotechnologie connaît également une pénurie de compétences, particulièrement en ce qui concerne les chercheurs et les professionnels qualifiés, ce qui limite le potentiel de croissance de l'industrie. En conséquence, BIOTECanada s'est donné comme objectif d'attirer, de conserver et de perfectionner le talent de calibre mondial de la recherche en biotechnologie et de la commercialisation de l'innovation. Voici ce que l'industrie recommande pour que le Canada puisse attirer et conserver les esprits les meilleurs et les plus brillants : exposer les jeunes du Canada aux principes fondamentaux des sciences de la biotechnologie et de la vie en offrant des possibilités d'apprentissage expérientiel au long du programme d'études de la maternelle à la 12^e année; soutenir les écoles supérieures de commerce dans leurs programmes d'enseignement des principes fondamentaux des affaires aux experts de l'industrie, et dans leurs activités pour aider les entrepreneurs à élaborer des plans d'affaires, et à créer des possibilités commerciales et des installations de production pour les nouveaux produits biologiques; et offrir des incitatifs à la crème des professionnels et des chercheurs pour commercialiser la recherche en sciences et en technologie au Canada.

4. Productivité

Compte tenu des difficultés que connaît le marché de l'emploi du fait, notamment, du vieillissement de la population et des efforts toujours consacrés aux mesures visant à accroître la compétitivité du pays, quelles initiatives fédérales particulières sont-elles nécessaires pour le renforcement de la productivité au Canada?

L'industrie de la biotechnologie du Canada est une industrie de 87 milliards de dollars par année qui représente 7 % du produit intérieur brut (PIB) national. L'ensemble de la bioéconomie représente un réseau d'emploi d'un million de personnes. Par l'entremise de la diversité de ses produits et de la mise en œuvre de ses processus, le secteur de la biotechnologie du Canada est devenu un volet essentiel de valeur ajoutée pour une gamme d'industries qui forment la fondation de l'économie canadienne. L'industrie est devenue un volet essentiel de la transformation et de la redéfinition de plusieurs pierres d'assise de l'économie, notamment la foresterie, l'énergie, l'aérospatial et d'autres industries de la fabrication, donnant lieu à ce qu'on appelle maintenant communément la bioéconomie. Forte d'un taux de croissance annuel de 12 % au cours des quatre dernières années, la bioéconomie a aidé à stabiliser l'économie et constituera un rouage de la reprise économique et de la croissance à long terme. Avec le retour en force de la bioéconomie mondiale, les industries de la biotechnologie et des sciences de la vie du Canada deviendront de plus en plus un élément essentiel de la capacité du secteur de la fabrication du Canada d'accroître sa productivité. Les entreprises de biotechnologie canadiennes offrent des solutions à valeur ajoutée en santé, en énergie, en environnement et en fabrication de pointe. De plus, un certain nombre d'industries traditionnelles comme le secteur minier, celui de la foresterie, celui du pétrole et du gaz et celui de l'agriculture, intègrent la biotechnologie et la biotransformation pour stimuler la productivité commerciale. Pour continuer d'accroître la productivité au Canada, la bioéconomie devrait être considérée comme un moteur fondamental de la productivité et d'avantages à valeur ajoutée. Reconnaissant toutefois que la portée économique du secteur de la biotechnologie couvre une vaste gamme de secteurs et d'industries économiques, l'industrie recommande ce qui suit : le gouvernement fédéral devrait entreprendre le processus de création d'une stratégie nationale de la bioéconomie avec des outils précis pour maintenir la compétitivité internationale du Canada et assurer que la prochaine génération des biens et des services de biotechnologie sera commercialisée chez nous.

5. Autres défis

On sait que des particuliers, des entreprises et des communautés éprouvent des difficultés actuellement au Canada. Quels sont, selon vous, ceux qui éprouvent le plus de difficultés, quelles sont ces difficultés et quelles mesures fédérales sont-elles nécessaires pour remédier à ces difficultés?

L'industrie salue le gouvernement pour sa gestion financière judicieuse dans ce qui a manifestement été l'une des périodes économiques les plus difficiles de toute l'histoire de notre économie et de l'économie mondiale de façon plus large. L'approche stratégique et équilibrée de contrôle des dépenses et d'investissements de transformation du gouvernement a rapporté d'importants dividendes pour l'économie. Il est très clair que l'économie canadienne n'a pas été touchée aussi durement que celles de quelques autres pays du G8, et donc que le Canada est en bien meilleure position pour se relancer rapidement à la reprise de l'économie mondiale, en avant de nombreux pays concurrents. De façon particulière, au cours du dernier cycle budgétaire, le gouvernement du Canada a présenté un certain nombre de mesures clés qui, l'industrie le croit, soutiendront et feront progresser l'industrie de la biotechnologie et des sciences de la vie au Canada. La diminution des taux d'imposition des sociétés, l'investissement de 400 millions de dollars dans le marché du capital de risque et l'offre de plus de fonds pour le Programme d'aide à la recherche industrielle (PARI) sont quelques exemples des mesures que le gouvernement fédéral a prises pour accroître l'économie de l'innovation du Canada. Devant les perspectives d'avenir, l'accès au capital continue d'être au centre de la capacité du secteur de la

biotechnologie de lancer de la recherche et de présenter des produits et des processus nouveaux pour le développement commercial. Le capital est toujours attiré par l'aimant du meilleur rendement des investissements. Un certain nombre de pays ont donc mis en œuvre des stratégies d'investissement agressives qui confèrent à leurs secteurs de la biotechnologie respectifs un avantage compétitif en matière d'accès au capital. Pour que le Canada demeure concurrentiel sur ce plan, le gouvernement canadien doit garder le rythme adopté par les autres pays pour stimuler la commercialisation de leurs avancées biotechnologiques et dans les sciences de la vie. L'administration Obama a lancé en avril 2012 le National Bio-economy Blueprint, une stratégie nationale de renforcement de la capacité de recherche, réduisant les entraves réglementaires et déterminant les champs où les États-Unis peuvent être compétitifs. De son côté, la Commission européenne a adopté dernièrement une stratégie de bioéconomie clairement axée sur l'innovation en matière de viabilité environnementale. À la lumière de ces stratégies décisives pour élargir la bioéconomie des grands pays industrialisés, il est clair que le Canada fait face à des pressions internationales pour garder le rythme sur le plan de la compétitivité. Dans le grand ordre des choses, les sociétés de biotechnologie industrielle du Canada commercialisent des solutions pour régler des problèmes existants et d'autres qui jaillissent à l'échelle mondiale, incluant, sans s'y limiter, le besoin de sources d'énergie renouvelable, les problèmes des changements climatiques et la dégradation environnementale. Ainsi, investir dans les secteurs de la technologie propre du Canada offre d'importantes possibilités de création d'emplois à long terme, de réalisation d'une croissance économique et d'une richesse nouvelles et de répartition des opportunités économiques dans tout le Canada, en accordant une attention particulière aux régions du pays qui ont traditionnellement été les deuxièmes violons de la grande fabrication. Le gouvernement a pris des mesures importantes pour veiller à ce que le système d'imposition du Canada demeure concurrentiel avec ceux des autres gouvernements. Et le programme de recherche scientifique et du développement expérimental est bien l'un des programmes de crédits d'impôt les plus efficaces du monde, catalyseur de la formation de capitaux à risques. Les grands pays industrialisés, incluant l'Australie et la France, ont reconnu les retombées avantageuses de l'investissement dans les crédits d'impôt pour la recherche et le développement et ont amélioré dernièrement leurs programmes respectifs de manière importante. Il faudrait, pour assurer que le Canada conserve un avantage concurrentiel pour attirer du financement étranger direct et développer la capacité de recherche et de développement au Canada, examiner le programme de recherche scientifique et du développement expérimental pour veiller à ce qu'il demeure parmi les leaders mondiaux. De plus, le programme de recherche scientifique et du développement expérimental soutient les secteurs en aval de la chaîne de valeur de la recherche et du développement, y compris les producteurs d'installations, de machinerie, d'équipement et les transformateurs de matières premières. Assouplir les critères d'admissibilité de la recherche scientifique et du développement expérimental stimulera la capacité de livrer concurrence pour attirer du capital de risque de sources étrangères et aura une incidence positive importante sur le soutien des secteurs de l'économie de l'innovation. Voici ce que l'industrie recommande au gouvernement fédéral de faire pour améliorer l'accès au capital et accroître les investissements : élaborer une stratégie nationale avec des initiatives précises pour assurer la croissance de la bioéconomie au Canada; assouplir les critères d'admissibilité du programme de recherche scientifique et du développement expérimental pour stimuler la compétitivité du Canada pour attirer du capital de risque étranger et exercer une influence positive sur d'autres secteurs de l'économie; et créer et mettre en œuvre des outils de financement qui aideront à combler l'écart entre la recherche et la commercialisation dans les secteurs de l'énergie et des technologies propres, comme Technologies du développement durable du Canada (TDDC).